

À l'attention de monsieur le greffier  
de la cour européenne des droits de l'homme

le 16/05/2016  
à Rennes  
France

Je me nomme KŁOSKOWSKA Camille née le 01/04/1991  
à Montreuil (93).

Mon numéro de carte nationale d'identité est  
le :

J'habite au :  
35 France.

Mon téléphone est le 06-

Monsieur je me permet de vous adresser cette  
requête car depuis quelques temps je vois le peuple  
de France essayer d'exprimer son mécontentement  
concernant la totalité de l'organisation de notre  
5<sup>ème</sup> République.

En effet depuis plus de 3 semaines les corps de  
métiers suivant ont appelé à la grève :

- Grève des routiers.
- Grève des marins
- Grève des raffineries
- Grève des étudiants ; lycéens.
- Grève de tout les salariés du secteur privé  
et du secteur public.

- Grève de Pôle emploi
- Grève de la police nationale.

Je vais essayer de relater les faits de manière simple en m'appuyant sur ce dont j'ai été témoin.

La France est en crise (comme de nombreux autres pays), les licenciements, mesures d'austérité, délocalisation des entreprises au profit de l'argent, chômage ont pesé bien lourd sur les épaules des citoyens ces dernières années.

Nous réalisons que même en travaillant dans de mauvaises conditions nous ne sommes pas à l'abri de finir sans logement ou encore incapables d'honorer nos factures. La colère monte.

Comment réagir lorsque l'on voit nos dirigeants de l'état dépenser l'argent public pour des raisons illégitimes? Un ral-le-bal se lève.

De nombreux habitants, dans différentes villes, ont mis en place des assemblées générales populaires où chaque citoyen peut débattre.

A Rennes ces assemblées se réunissaient à la Maison Du Peuple.

Malheureusement monsieur le préfet et madame le maire nous ont fait déloger le vendredi 13 mai à 6h du matin en envoyant le raid de la gendarmerie. Les occupants dont je faisais partie furent très choqués de voir un tel dispositif: voir le raid arriver en queue de chantier et nous viser avec leurs armes est tétanisant.

Nous sommes resté d'un pacifisme exemplaire des chants et des blagues nous servaient de contestation. Une fois regroupé dans la rue, nous attendions un camarade quelque peu malmené, nous avons reçu une bombe lacrymogène qui nous a étourdi quelques minutes.

Or depuis le projet de la loi travail nous avons pris l'habitude des gazs lacrymogènes.

En effet cette loi est refusée par la grande majorité des Français (70% minimum). Cela a donc déclenché une forte mobilisation dans les rues.

Le souci actuel est que nos chefs d'état (particulièrement Monsieur Valls, Monsieur Lagarde et Monsieur François Hollande) ont réussi à instaurer un état policier dont le peuple a peur.

J'entend par là que des manifestations au départ pacifistes dégénèrent à cause des hordes de CRS, policiers et gendarmes déployés pour faire taire les gens.

Cela se traduit par des coups (maltraques; bâtons télescopiques) et des tirs (flashball, grenade aveuglante LBD et aussi bombes lacrymogènes dans des rues sans issue.

Je me permet de rappeler l'article I de la constitution des droits de l'homme.

« La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché. [...] »

Comment expliquer alors ce qui se passe en France? Le samedi 14 mai 2016 une manifestation contre les violences policières c'est vu être interdite la veille dénarrant des "casseurs" à maîtriser. Or je vous

prierai de réfléchir et de vérifier mais les  
casses dirigées vers les banques et multinationales  
justifiant l'interdiction n'ont eu lieu que plus  
tard dans la soirée.

Pour cette journée du 14 mai j'accuse les forces  
de l'ordre d'incitation à la haine et trouble de  
l'ordre public alors que l'ambiance générale  
était festive.

Nous dénonçons également une corruption  
des médias nationaux, locaux qui passent  
en boucles des mises en scènes mensongères ou  
alors ne révèlent que certains moments en transformant  
le contexte de la situation.

Pour exemple le 15/05/2016 BFM TV diffuse  
l'évacuation de la maison du peuple en présence  
de la croix rouge. Pourtant dans la nacelle se  
trouvaient les forces de l'ordre nous ciblant avec leur  
armes et non des secours.

J'ai du mal à rester concise, je m'en excuse  
mais c'est une chose de savoir pour la manipulation  
médiatique. L'en est une autre de la vivre au  
quotidien dans le but d'être discréditée.

Nous déplorons déjà plusieurs blessés parmi les  
manifestants. Dernièrement c'est un enfant de 17 ans  
qui a perdu son œil.

L'état Français se sert encore de l'article 49-3  
afin de faire passer des lois liberticides sans  
se soucier du désaccord des Français.

L'article 49-3 étant déjà en lui même un

déni de la démocratie. La colère monte!  
Beaucoup d'entre nous savent la démocratie de  
cette V<sup>e</sup> république terminée.

Nous dénonçons un gouvernement totalement  
corrompu qui a recours à des moyens colossaux, coûteux  
et immoraux dans le but de faire taire une colère  
citoyenne pourtant légitime.

- Précarité; mauvaise utilisation de l'argent public;  
des retraités dans la misère obligés d'endetter  
leur enfant; des patrons ne pouvant plus employer  
à cause de charges grotesques; les institutions  
d'aide à l'emploi qui placent les gens dans des  
carcans refusant souvent de présenter leur candida-  
tures à certains poste, une privatisation, peu à peu,  
de tout les services public; une justice arbitraire  
qui n'a plus les moyens d'imprimer les jugements;
- Des hôpitaux en manque cruel de moyens avec  
des heures d'attente pour un lit; la vente par  
les mairies des parkings hospitaliers au profit de  
VINCI qui pratique des prix trop élevés.

Pour conclure l'état nous opprime en toute impunité  
se servant de l'état d'urgence pour justifier des  
actes répréhensibles et défavorable au maintien  
de la paix sociale. Nos politiques actuels sont  
dépendant et esclaves des banques et entreprises  
multinationales. Nous citoyens craignons beaucoup  
les présents débordements des forces de l'ordre car si  
certains ont baissé leur armes pour nous rejoindre

nombreux sont ceux qui continuent à nous blesser.

La police a pour vocation de protéger les personnes ainsi que les biens d'intérêts nationaux. Elle ne devrait pas être aux services des institutions qui ne sont qu'une partie de la population.

Beaucoup d'entre nous se masquent de peur d'arrestation abusives, c'est mon cas et c'est aussi le cas pour les nuits debout à Paris expulsées de force. L'état ferme également les moyens de transport publiques lors des manifestations, nous ne pouvons parfois plus rentrer chez nous.

La France est en pleine révolte mais très bien étouffée par les médias (sud de la France particulièrement désinformée)

L'état assigne des personnes à résidence des journalistes et distribue des interdictions d'accès au centre des villes.

J'en appelle à l'être humain qui me lit nous avons parfois peur de ne pas survivre à cette violence d'état mais également peur d'être arrêté de façon arbitraire sans plus de procès.

Je sais la cour aujourd'hui en demandant expressément une enquête sur les faits décrits ci-dessus

J'appelle également à une aide humanitaire pour nous protéger des forces de l'ordre. Aidez-nous de quelque manière que ce soit.

Pour la fin de la V<sup>e</sup> république corrompue et une restauration rapide de la démocratie

Fait ce jour à [redacted] pour faire valoir ce que de droit.

quille